

La Bessarabie et la paix européenne

Christian Rakovsky

Source : Préface à l'ouvrage : J. Okhotnikov et N. Batchinsky, La Bessarabie et la Paix européenne. Paris et Prague, Association des émigrés bessarabiens, 1927, pp. 69-83. Notes MIA.

Chers amis,

Vous désirez obtenir mon avis sur diverses questions relatives à la Bessarabie et, notamment, vous me demandez de contribuer au rétablissement de la vérité sur le problème posé devant l'Europe par l'annexion de cette province à la Roumanie. Il vous plairait notamment que je rappelle aux lecteurs de votre brochure la polémique que j'ai dû, au sujet de la Bessarabie, soutenir à l'étranger contre certains diplomates roumains.

Je réponds volontiers à votre désir. Pour me conformer à l'ordre chronologique, je dois évoquer d'abord ma polémique avec MM. Titulesco et Lahovary, tous deux ministres plénipotentiaires de Roumanie, celui-là à Londres, celui-ci à Rome.

Quelles étaient les origines et quels ont été les effets de cette polémique ? Grâce à ses liaisons avec la presse bourgeoise et avec le monde politique bourgeois, le Gouvernement roumain a pu répandre à l'étranger une infinité d'inexactitudes – le terme est assez diplomatique ! – sur l'annexion de la Bessarabie. Et la plus monstrueuse de ces inexactitudes, c'est que la Bessarabie aurait consenti à faire partie de la Roumanie, que « l'union » aurait été le résultat d'un suffrage libre !

De pareilles affirmations, répétées à l'envi par la presse, à un moment où, encerclés par le blocus et d'ailleurs assaillis par d'autres soucis, nous ne pouvions pas même les démentir, ne sont pas restées sans effet sur une opinion publique sans méfiance, qui, ne connaissant pas les hommes politiques de Bucarest, ignore le peu de foi qu'ils méritent et de quoi est capable une oligarchie qui fut tenue sur les fonts baptismaux par les évêques phanariotes de Byzance, les pachas turcs et les agents des tsars !

Nous sommes arrivés à cette situation paradoxale que le Gouvernement roumain, qui n'avait pas assez de flagorneries à adresser au tsarisme pour en obtenir aide et assistance, s'est brusquement découvert des sentiments révolutionnaires et démocratiques, en vertu desquels on l'a vu déverser rétrospectivement son fiel sur le régime tsariste, alors que celui-ci, abattu par les révolutionnaires, gisait lamentablement dans la poussière.

La Roumanie, comme la Pologne, a bénéficié largement de l'aversion que le tsarisme inspira toujours aux démocrates occidentaux, – même quand ceux-ci écoutaient tête nue le *Bojé tsara khrani*¹. Elle en bénéficie encore aujourd'hui, et c'est ce qui explique que l'annexion de la Bessarabie, perpétrée pourtant dans des conditions de violence et de ruse que vous avez parfaitement soulignées, a pu être présentée par le gouvernement de Bucarest comme un acte démocratique, moral, voire même justicier !

1 Dieu protège le Tsar, hymne tsariste

Il s'est créé une légende qui, l'ignorance aidant, n'a été que trop facilement acceptée.

On a oublié que ce n'est pas à la Russie des tsars, à cette Russie absolutiste, asiatique, antisémite, féodale, bureaucratique, militaire et impérialiste, que la Roumanie s'en est prise, mais à la Russie nouvelle, à la grande nation révolutionnaire qui a libéré les peuples en leur octroyant, comme don de joyeux avènement, la terre et l'égalité. On a oublié que la Roumanie portait ce coup de Jarnac à un pays qui, en abattant le tsarisme, avait délivré cette même Roumanie du cauchemar qui depuis toujours l'obsédait : la mainmise du tsarisme sur Constantinople et sur les détroits, mainmise qui, sans la Révolution russe, se serait probablement réalisée à la fin de la guerre et aurait mis fin à l'indépendance politique de la Roumanie. Il a donc fallu ouvrir les yeux et déboucher les oreilles de ceux qui s'étaient laissés tromper, car pour les autres, pour ceux qui ne veulent pas qu'on les détrompe et qui n'invoquent l'impérialisme russe que pour justifier leur propre impérialisme, tout rappel de la vérité est bien inutile.

Cette entreprise de vérité a été tentée à plusieurs reprises déjà, et notamment au printemps de 1924, à la Conférence de Vienne², entre la Roumanie et l'URSS. Ma participation à cette entreprise a consisté dans une polémique engagée à la fin de 1923 avec M. Titulesco, et, dans l'automne de 1924, avec M. Lahovary en réponse à l'imprudent défi que m'avait lancé ce dernier à propos de [ma brochure parue à Moscou sur la Bessarabie](#) et traduite notamment en français.

J'ai la présomption de croire que les constatations que j'ai faites à cette occasion dans les colonnes du « *Manchester Guardian* »³ et qui ont dû surprendre par leur nouveauté, ont contribué, dans une certaine mesure, au lent rétablissement de la vérité.

Je considère qu'à certains de mes arguments, mes adversaires n'ont rien pu répondre de sérieux et que leurs réponses même étaient des aveux. Ainsi, j'ai démontré – et vous avez repris ma démonstration – que le fameux *Sfatul Tseri*⁴, dont le vote est à l'origine de toute la comédie juridique de l'annexion, n'avait aucune compétence pour décider du statut de la Bessarabie. La preuve c'est que, dans le projet qu'il avait lui-même élaboré et qui devait être soumis à une Assemblée constituante, un article spécifiait que « *tout changement du statut territorial de la Bessarabie devait être soumis au préalable à un plébiscité populaire* ».

Que pouvait-on répondre à l'évidence de ma démonstration ?

M. Titulesco a essayé une réponse, à mon avis lamentable. Ne pouvant nier les faits, il en a donné une interprétation exceptionnellement audacieuse. « *Oui vraiment, a-t-il dit, cet article figure bien dans le projet de constitution, mais il n'avait en vue, dans l'esprit du législateur, que d'empêcher l'union de la Bessarabie non pas à la Roumanie, mais à l'Ukraine ou à la Russie* ». Si la chose était vraie, elle ne ferait que démontrer un peu plus la duplicité des hommes que le hasard avait, en 1918, placés à la tête des affaires bessarabiennes.

2 En mars 1924 une conférence soviéto-roumaine eut lieu à Vienne afin de régler les litiges territoriaux entre les deux pays, principalement la question de la Bessarabie. La conférence échoua à la suite du refus de la délégation roumaine d'accepter la proposition soviétique, présentée par Krestinsky, d'organiser un référendum en Bessarabie après l'évacuation des troupes roumaines dans le but que la population puisse décider librement de son rattachement à l'URSS ou à la Roumanie.

3 « The Question of Bessarabia. The Russian Case », *Manchester Guardian*, 20 mai 1924, p.12.

4 Sfatul Tséri (Sfatul Țării, « Conseil du Territoire » ou « Conseil du Pays ») ; assemblée nationale autonome constituée à Kishinev le 21 novembre 1917 et 1918. Cet organe n'était pas élu mais constitué de représentants des partis politiques, des organisations culturelles, éducatives et autres. La majorité des sièges furent attribués au Parti national moldave, un parti bourgeois. À la suite de la disparition de l'empire tsariste, proclama l'indépendance de la République démocratique de Bessarabie, puis sous la pression des autorités militaires roumaines, le rattachement à la Roumanie le 27 mars 1918. Le 26 novembre 1918, le Sfatul Tséri décida de renoncer à l'autonomie de la Bessarabie de se dissoudre.

Quoi ! ces hommes préparaient une constitution dans laquelle, catégoriquement et sans aucune réserve, défense était faite de modifier l'état territorial de la Bessarabie sans plébiscité populaire, mais en même temps, par restriction mentale, ils exceptaient la Roumanie de l'application de cette règle ? N'est-ce pas la preuve qu'ils cherchaient à tromper le peuple bessarabien dont ils savaient mieux que personne la haine invétérée pour les boyards roumains, haine qui n'avait d'égale que celle qu'il éprouvait pour le tsarisme.

Nos deux diplomates, et avec eux certains journalistes roumains, ont essayé de se servir de mes écrits et de mes discours d'autrefois, pour justifier l'annexion de la Bessarabie.

Il leur a fallu pour cela la plus insigne mauvaise foi, unie au nationalisme le plus rétrograde.

Comme tous les socialistes et tous les révolutionnaires de Russie, j'ai combattu jadis la politique de conquête du tsarisme et flétri l'annexion de la Finlande, de la Pologne, etc., en même temps que les visées impérialistes de l'ancienne diplomatie russe sur les Balkans et les détroits. On en a conclu qu'étant contre la politique de conquête des tsars, je devais être en bonne logique partisan de l'attribution de la Bessarabie à la Roumanie !

C'est ainsi que la presse roumaine m'a fait l'honneur de citer un livre de moi paru en 1898, et qui, sous le titre de *La Russie en Orient*, est un réquisitoire contre la politique de conquête du tsarisme. On a cité également, mais avec moins de raison encore, les articles que j'ai écrits et les discours que j'ai prononcés pour le centenaire de l'annexion de la Bessarabie par Alexandre 1^{er} (1812), articles et discours dirigés beaucoup plus contre le régime politique et social de la Roumanie que contre le tsarisme.

Tout d'abord, j'accusais les partis roumains, – et en premier lieu le parti libéral qui était au pouvoir en 1876-78 – de n'avoir jamais élevé que des protestations platoniques contre l'annexion de la Bessarabie ; je démontrerais que feu Bratiano, le père, avait consenti que la Bessarabie du sud – octroyée à la Roumanie en 1856 par le traité de Paris – fût rendue à la Russie. Donc toutes les protestations et toutes les lamentations des politiciens roumains à ce propos n'étaient qu'hypocrisie. Et je posais cette question : « Puisque la Bessarabie était roumaine et que sa ré-annexion à la Roumanie violait le droit des peuples, comment se fait-il qu'aucune protestation réelle ne se soit élevée dans le peuple roumain lui-même ? » C'est que, pour les paysans roumains, il était bien indifférent de subir le joug des boyards roumains ou celui des *pomechtiks* russes, les uns valant les autres. Le manque de liberté politique en Roumanie équivalait bien à l'absolutisme des tsars.

Et je finissais en disant que la libération des paysans bessarabiens ne pourrait être réalisée que par la révolution russe.

Mais si mes contradicteurs ont bien voulu reconnaître que ces dernières paroles avaient une valeur prophétique, je dois avouer que ma prophétie ne s'est réalisée qu'à moitié, car si la révolution russe a libéré les paysans de Bessarabie du féodalisme tsariste, elle n'a pu empêcher qu'ils ne tombent sous le joug du féodalisme économique, militaire et bureaucratique de la « Roumanie des boyards ».

C'est ma thèse d'aujourd'hui que je soutenais déjà en 1912. J'attaquais la Russie pour avoir annexé la Bessarabie sans se soucier de la volonté de ses habitants. J'attaque aujourd'hui la Roumanie pour avoir fait exactement de même. Les peuples ne sont pas des objets inanimés dont le sort dépend des articles du Code civil concernant les biens ; ce ne sont pas non plus des chiffres qu'on peut faire indifféremment figurer à l'actif ou au passif d'un bilan. Même en admettant qu'en 1812 les sympathies de la Bessarabie allaient à la Moldavie, alors province turque, et qu'en 1878 elles allaient à la Roumanie, la question est de savoir si ces sympathies subsistaient le jour où, grâce à la grande révolution russe, le peuple bessarabien a été mis dans une situation politique et sociale infiniment supérieure à celle du peuple roumain.

Toute la question est là.

J'ajoute qu'en 1912, comme d'ailleurs en 1878, toutes les sympathies, dans n'importe quel conflit où la Russie était en jeu, se portaient naturellement sur son adversaire. En 1912, je me préoccupais peu de savoir si, dans la Bessarabie du sud, il y avait plus de Moldaves que de Slaves, car même dans l'hypothèse où la population eût été exclusivement russe, je me serais prononcé contre la Russie. Le tsarisme était tellement odieux que tous ses voisins bénéficiaient du dégoût qu'il inspirait à la démocratie mondiale, aux yeux de laquelle le point de vue ethnographique passait au second plan.

De plus nous sommes actuellement en possession de documents sortis des archives secrètes, aussi bien de la Roumanie que de la Russie. Ces documents établissent ou plutôt confirment :

1. l'indifférence de l'opinion roumaine à l'égard de la Bessarabie ;
2. l'existence, à la veille de la guerre russo-turque (1877-78), entre la Roumanie et la Russie d'un accord verbal conclu par Bratiano à Livadia en 1876 et stipulant le retour de la Bessarabie du sud à la Russie ;
3. l'existence d'une convention écrite concernant « *l'intégrité* » de la Roumanie, et dont le but, pour le Gouvernement de Bucarest, était de tromper l'opinion publique roumaine ;
4. le caractère de chantage de la protestation roumaine contre la ré-annexion de la Bessarabie (1878). Cette protestation, vous l'avez très bien vu, n'avait d'autre dessein que d'obtenir une compensation territoriale plus grande en Dobroudja, donc aux dépens de la Bulgarie. En même temps que le Gouvernement roumain protestait officiellement, son représentant à Pétersbourg, le prince Ghika, recevait des instructions pour marchander officieusement avec Gortchakoff ⁵ l'étendue de la compensation à recevoir. Hypocrisie toujours, duplicité toujours, voilà la diplomatie roumaine !

Je veux fournir sur tous ces points des preuves écrites, avant d'en venir aux événements qui ont changé les termes du problème bessarabien lui-même. Tout d'abord, et toutes réserves faites sur les buts et les moyens de la diplomatie tsariste, il n'est pas sans intérêt d'extraire, d'un rapport du prince Gortchakoff à l'empereur Alexandre III (1876) quelques passages révélant à merveille les procédés de la politique extérieure roumaine d'alors, – si semblable, à un demi-siècle de distance, à celle d'aujourd'hui ! Après un éloge du Monténégro, Gortchakoff écrit à propos de la Roumanie :

« Je ne saurais en dire autant de la Roumanie. Au début de la crise, ce pays s'est tenu soigneusement en dehors, non seulement de tout concours, mais encore de toute sympathie pour la cause des chrétiens d'Orient ; il attendait l'issue des événements pour savoir de quel côté il serait plus avantageux de se ranger »⁶.

Tout à fait la politique de la Roumanie dans la guerre mondiale où, pendant deux ans, elle ne cessa de marchander à la fois avec les Alliés et avec les Centraux ! Quand la victoire pencha du côté des Alliés, la Roumanie se joignit à eux, non sans en avoir obtenu l'assurance de « pourboires » formidables. Trois mois après, la Roumanie, battue, menace l'Entente, par la bouche de M. Bratiano⁷, d'une paix séparée avec les Allemands (novembre 1916). Après la révolution russe, croyant que l'Allemagne impérialiste va gagner la guerre, la Roumanie change son fusil d'épaule et obtient des Allemands la Bessarabie pour la dédommager de la perte des deux Dobroudjas.

5 Gortchakov, Prince Alexandre Mikhaïlovitch (1798-1883) : homme politique et diplomate russe, Chancelier de l'Empire sous le tsar Alexandre II de 1856 à 1881. Il quitte ses fonctions en 1882, peu après l'assassinat de ce dernier.

6 En français dans l'original. (*Note C.R.*)

7 Bratiano, Ion (1864-1927), dirigeant du Parti libéral et homme d'État roumain. Président du Conseil des ministres du royaume de Roumanie à cinq reprises entre 1910 et 1927.

Enfin, l'Allemagne battue, la Roumanie réintègre le camp des Alliés, et, tout en conservant la Bessarabie, se voit octroyer quantité d'autres territoires dont on ne daigne aucunement consulter la population.

Mais revenons au rapport Gortchakoff. Il met en lumière les obliques manœuvres du gouvernement de Bucarest au cours de 1876, à la veille de la guerre russo-turque. Il avait envoyé Bratiano à Livadia faire au tsar Alexandre II, « *des ouvertures directes de concours* ». Mais au même moment, dit Gortchakoff, « *le Gouvernement roumain envoyait des agents à Vienne, à Paris et à Londres pour demander la garantie de sa neutralité. Il offrait à l'Angleterre son concours moyennant un emprunt et négociait même avec la Porte⁸ certains avantages pour prix de son hostilité à notre égard.*

« *Nous connaissons de trop longue date l'esprit des Roumains, ajoute Gortchakoff, pour que ces manœuvres déloyales puissent nous surprendre ; la politique de Cavour et de Napoléon avait fait école parmi ces prétendus descendants des anciens Romains...* »

Épinglons encore cette phrase de Gortchakoff :

« *Nous savions n'avoir pas compter sur la gratitude de ce pays [la Roumanie], qui doit son existence à Russie ; quoiqu'il puisse faire, son sort dépendra toujours de nous* ».

Dans un télégramme de lord Derby, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, à lord Loftus, son ambassadeur à Pétersbourg, daté de Londres, 24 octobre 1876, nous lisons :

« *Buchanan, ambassadeur anglais à Constantinople télégraphie : Prince Ghika est attendu ici, se rendant en Angleterre chargé d'une mission. J'ai été prévenu par l'agent diplomatique roumain d'ici qu'il part afin de s'enquérir si les puissances garantes aideront l'armée roumaine à empêcher le passage des troupes russes à travers la Principauté, car si le pays doit céder lui-même, il devra tâcher d'être en bons termes avec la Russie ; il dit que la Roumanie peut ajouter beaucoup de bonnes troupes à des forces autrichiennes destinées à agir contre la Russie* ».

Quelques mots du texte de ce télégramme ont été soulignés par Alexandre II qui fit même, en français, cette réflexion marginale : « *Si c'était vrai, ce serait une double infamie, après toutes les assurances données par Bratiano* ».

Mais ce qui nous intéresse en cette affaire, ce ne sont pas tant les lamentations intéressées de Gortchakoff, ce sont les pourparlers de Livadia en 1876.

Dans une lettre à Gortchakoff du 2-14 février 1878, signée Cogalniceano⁹, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, ce dernier fait un aveu bien significatif, au milieu de maintes réticences :

« *Il me souvient et je reconnais qu'au début de la guerre, avant que nous eussions été appelés à un concours militaire effectif, Votre Altesse avait parlé d'une rétrocession de la Bessarabie en termes généraux, mais Votre Altesse se rappellera comme moi qu'elle n'a même pas posé la question, puisqu'elle ne m'a pas demandé de réponse. Cette idée, sur laquelle Votre Altesse n'a pas insisté, pouvait dès lors passer pour une simple échappée de conversation, pour une de ces mille hypothèses qui surgissent et tombent, naissent et meurent dans l'espace des entretiens. Depuis, et durant un séjour de six mois à Bucarest, toute allusion à ce sujet a été évitée et Votre Altesse n'a plus touché un mot à cet égard ni aux princes, ni aux ministres, ni aux hommes politiques qui, sans s'occuper activement des affaires, ne laissent pas en même temps que de s'en préoccuper toujours.*

8 Il s'agit de la « Sublime Porte », nom donné à la porte d'honneur monumentale du grand vizir à Constantinople et, par extension, nom donné au gouvernement du sultan de l'Empire ottoman.

9 Kogalniceanu, Mihail (1817-1891) historien, juriste et homme d'État roumain. Président du Conseil des ministres des Principautés unies de Moldavie et de Valachie de 1863 à 1865.

« Au Quartier Général, S. M. l'empereur, Son Altesse impériale, le seigneur grand-duc Nicolas, les personnages les plus influents de leur entourage, les interprètes les plus autorisés de leur pensée n'ont eu que des promesses en faveur de la Roumanie en ce sens qu'on ne nous fit jamais entrevoir l'éventualité de sacrifices autres que ceux inhérents à toute collaboration militaire. En outre notre position déjà belligérante et alliée était officiellement reconnue et attestée. »

Les mots soulignés le sont de la main d'Alexandre II, qui fit même en français cette observation :

« C'est complètement faux et Bratiano l'a entendu plus d'une fois de ma bouche. »

Dans un rapport précédent daté du 2-14 mars 1877 et envoyé à Gortchakoff par le ministre russe à Bucarest, le baron Stuart, celui-ci écrivait ce qui suit, après un entretien avec Bratiano :

« Tout en déplorant l'impression défavorable qui, d'après son opinion, ne manquerait pas de se produire sur la Roumanie, dès que la nouvelle publiée par l'Agence Havas viendrait à se confirmer, il m'avoua que son voyage à Livadia lui avait donné la ferme conviction que la Bessarabie était désormais perdue pour la Roumanie et que la Russie ne manquerait pas de saisir la première occasion pour rentrer en possession de cette petite langue de terre si indispensable pour elle. Il m'assura ensuite que tous les Roumains tant soit peu sensés comprenaient bien l'inexorable nécessité de la modification des anomalies créées par le traité de Paris, mais qu'ils pourraient difficilement se consoler de la perte gratuite d'un territoire qu'ils s'étaient habitués à considérer comme leur appartenant de droit ».

La conclusion tout à fait justifiée, tirée par le diplomate russe, c'est que le Gouvernement roumain s'attendait à une compensation et, comme l'écrit Stuart, nourrissait « *secrètement l'espoir d'obtenir de la magnanimité de la Russie une compensation, au cas où il se verrait obligé de se départir d'une portion de son territoire en faveur de sa puissante voisine* ».

Mais il y avait l'article 2 de la convention conclue entre la Roumanie et la Russie, et où cette dernière s'engageait « *à maintenir et à défendre l'intégrité actuelle de la Roumanie* ».

Comment expliquer cet article si, à Livadia, et les témoignages des deux côtés concordent, on avait parlé à la Roumanie de la nécessité inexorable de rétrocéder la Bessarabie ? L'explication se trouve dans un rapport de Stuart du 21 février 1878, qui dit :

« Cet article, rédigé sur la prière expresse de M. Bratiano pour écarter les difficultés de la ratification de la convention par les Chambres et d'après notre commun accord, signifie que nous avons été obligés de défendre l'intégrité du territoire roumain d'une atteinte, soit de l'Autriche, soit de la Turquie. En ce qui concerne la Bessarabie, aussi bien le prince Carol et plus particulièrement M. Bratiano ne pouvaient plus considérer sa rétrocession comme une question à discuter, après les déclarations catégoriques entendues par le Président du Conseil pendant son séjour à Livadia comme chef de la délégation du Gouvernement roumain ».

C'est cette comédie où les deux larrons étaient d'accord pour duper l'opinion roumaine que j'ai dénoncée en 1912, à une époque où je ne possédais d'autres documents qu'une très vague allusion de Xénopol dans son *Histoire de la Roumanie*. Je savais aussi, et l'avais souligné, que Cogalniceano qui, quatorze ans plus tôt, sous le prince Couza, avait joué un rôle quasi-révolutionnaire, – ce qui lui avait valu d'ailleurs d'être renversé, en même temps que Couza, par les « libéraux » unis aux conservateurs – a eu, dans les négociations russo-roumaines de 1878, une attitude plus nette et plus démocratique que celle du vieux Bratiano.

En ce qui concerne les sentiments du peuple roumain à l'égard de la Bessarabie, nous trouvons une indication dans un rapport du baron Stuart du 14 avril 1878, rapportant une conversation avec le prince Carol (futur roi de Roumanie).

« S. M. l'empereur, me dit le prince Carol, s'élèverait un monument impérissable dans le cœur des Roumains si, après avoir pris possession de la Bessarabie, pour effacer la dernière trace du traité de Paris, elle voulait bien restituer ce lambeau de terre au pays comme un don de sa magnanimité et pour récompenser les Roumains des sacrifices qui leur ont été imposés par les frais de la guerre. J'ai cru devoir répliquer à Son Altesse que l'extrême indifférence que le pays avait manifestée pour la Bessarabie, jusqu'au jour où il a été question de la restituer à la Russie, donne lieu de suspecter la franchise du sentiment qui a présidé aux réclamations contre la rétrocession de ce lambeau de terre ».

Faisant abstraction et de la personne de Stuart et des intentions de son gouvernement, ce que je retiens, dans ce rapport, c'est la constatation de fait qui y est contenue, – à savoir « l'extrême indifférence » de l'opinion roumaine à l'égard de la Bessarabie, l'absence totale de toute indignation populaire contre le rapt dont la Roumanie était la victime. Cette indifférence, au surplus, se conçoit. Si en 1856, la Bessarabie du sud avait été donnée aux Principautés¹⁰, ce n'était nullement à la suite d'un mouvement quelconque de l'opinion roumaine non plus que bessarabienne, mais parce que l'Angleterre voulait éloigner la Russie des bouches du Danube.

J'arrive enfin au marchandage.

D'un côté, au Parlement de Bucarest et dans la presse roumaine, on récrimine contre la rétrocession de la Bessarabie aux Russes. Les diplomates roumains mendient l'appui de l'Autriche-Hongrie qui, d'ailleurs, à Reichstadt, en 1876, avait obtenu de la Russie, à titre de compensation, la Bosnie et l'Herzégovine, tandis que la Russie devait recevoir Batoum et reprendre la Bessarabie du Sud au cas où elle sortirait victorieuse de sa guerre contre la Turquie ; nos gens recherchent aussi l'appui de [Bismarck](#) qui joue son rôle d'honnête courtier, et plus encore celui de l'Angleterre de Disraëli¹¹, qui fait miroiter aux yeux de Cogalniceano le placement d'un fructueux emprunt, au cas où l'armée roumaine viendrait en aide à la Turquie contre les Russes.

D'autre part et en même temps, le prince Ghika à Pétersbourg reçoit des instructions pressantes pour obtenir de la « bonté » du tsar le plus large morceau possible de Dobroudja, en échange de cette même Bessarabie du Sud dont les Roumains déclarent ne vouloir à aucun prix se séparer. La preuve en est établie par une série de télégrammes de Cogalniceano à Ghika et par les réponses de ce dernier.

Ainsi dans un télégramme du 30 janvier 1878, Cogalniceano, parlant de l'arrivée imminente à Bucarest d'Ignatiev¹², dit :

« Il est impossible, avant l'arrivée d'Ignatiev, de vous dire quel résultat obtiendra la proposition russe, car nous ne ferons rien sans consulter l'Europe. Toutefois tâchez, comme venant de vous, d'apprendre si la partie de la Dobroudja qu'on nous propose en échange comprend Silistrie et Mangalia et quelle indemnité pourrait nous être accordée pour frais de guerre ».

Dans un second télégramme du 5 février, Cogalniceano mande à son représentant à Pétersbourg :

« Tâchez de vous informer, en agissant comme de votre chef et non d'ordre de votre Gouvernement, si la Russie serait disposée, en cas de rétrocession de la Bessarabie, à nous faire accorder, outre les bouches du Danube et la Dobroudja, une étendue de territoire depuis et y

10 Ils s'agit des principautés de Moldavie et de Valachie.

11 Disraëli Benjamin, comte de Beaconsfield (1804-1881), homme d'État et homme politique britannique, l'un des fondateurs du parti conservateur.

12 Ignatiev, Comte Nikolai Pavlovitch (1832-1908) : homme d'État et diplomate russe, ambassadeur à Constantinople de 1864 à 1877, il contribue à la politique qui aboutit à la guerre russo-turque et la création d'une « Grande Bulgarie ». Ministre de l'Intérieur de 1881 à juin 1882.

compris Silistrie et Mangalia. Cette ligne de démarcation serait plus juste en considération du grand nombre de Roumains qui habitent les localités avoisinant Silistrie... »

Plus loin, il demande qu'une indemnité de guerre de 100 millions de francs ou de roubles (?) soit accordée à la Roumanie.

De son côté, Ghika (télégramme du 8 février), dit qu'en causant avec un homme touchant de près le chancelier (Gortchakoff), il lui a suggéré l'idée qu'une compensation pourrait être accordée à la Roumanie en échange de la Bessarabie :

« Je profite de cette occasion pour lui suggérer l'idée, comme venant de moi, d'une compensation territoriale allant de Silistrie à Mangalia. Cette personne m'a promis d'en parler au chancelier, ajoutant qu'elle ne croyait pas que le cabinet impérial ferait des difficultés et qu'Ignatiev était favorable à cette ligne de démarcation ».

Dans un précédent télégramme (du 6 février), Ghika rapporte à son Gouvernement les deux points d'une conversation qu'il a eue avec Gortchakoff :

« Ce que Gortchakoff lui a fait sentir, sans trop appuyer, c'est qu'au cas où la Roumanie se refuserait à la rétrocession, elle n'obtiendrait aucune compensation territoriale et que la question de la Bessarabie serait traitée ailleurs ».

Ghika croit devoir en conclure que la Russie s'entendrait directement à ce sujet avec les Turcs, « *en vertu du principe que la Roumanie fait partie intégrante de l'Empire turc.* » Mais en même temps Ghika fait allusion aux bruits selon lesquels Ignatiev aurait proposé d'octroyer à la Roumanie une compensation plus étendue que celle proposée tout d'abord, et notamment Vidine et ses environs.

Évidemment c'était une façon comme une autre de suggérer aux Russes ce qu'on en désirait obtenir !

En marge du télégramme qui, comme tous les télégrammes échangés entre le Gouvernement roumain et son représentant à Pétersbourg, avait été déchiffré à l'usage de Gortchakoff et de l'empereur, ce dernier écrivit de sa main à l'adresse du chancelier, après la phrase où Ghika dit que la Roumanie risque de n'obtenir aucune compensation territoriale : « *Je voulais justement vous prier de le lui dire.* » A quoi Gortchakoff répondit : « *Je ne lui ai jamais dit cela.* »

Y avait-il malentendu, ou Ghika voulait-il, en prêtant à Gortchakoff une sorte de menace, forcer la main de son Gouvernement ?...

Je n'ai pas l'intention de raconter comment la Roumanie, après des protestations bruyantes qui ne dépassèrent jamais au surplus l'enceinte du Parlement et les salles de rédaction, consentit finalement à rétrocéder la Bessarabie, ayant obtenu en échange, outre son indépendance politique, un vaste morceau de Dobroudja, plus étendu et plus peuplé que le morceau de Bessarabie qu'elle rendait à la Russie.

Si nous revenons sur ces faits, ce n'est nullement pour justifier en quoi que ce soit la politique russe, mais pour constater que si la Russie, vis-à-vis de la Roumanie, pouvait se prévaloir du prétendu « droit historique » et plus encore du droit de conquête (« J'y suis, j'y reste ! »), la Roumanie, qui n'avait possédé que de 1856 à 1878 la Bessarabie du sud, ne pouvait, vis-à-vis de la Russie, se revendiquer des mêmes « droits ».

On notera que nulle part, dans les protestations roumaines, le sentiment ni la volonté de la population de la Bessarabie du sud ne se trouvent invoqués. Et par ailleurs, cette Roumanie qui, vis-à-vis du tsarisme, se réclamait si haut de la démocratie, n'a pas un instant l'idée de se poser la question suivante : Est-ce que les habitants de la Dobroudja bulgare désirent devenir roumain ? Dans la

politique roumaine d'alors, comme dans celle d'aujourd'hui, on ne relève que de la convoitise : augmenter son territoire, voilà son unique souci.

Revenons à ce que j'ai écrit naguère. Je ne possède malheureusement, de mes discours et de mes articles que les citations qu'en ont faites mes adversaires, ce qui n'est pas pour me faciliter la tâche.

Le 21 septembre 1912, dans *la Roumanie Ouvrière* – organe du Parti socialiste – j'écrivais, d'après M. Titulesco :

« L'oligarchie roumaine n'a pas le courage de tirer toutes les conséquences de ces faits. Nous pouvons nous demander comment un pays aussi grand et aussi puissant que la Russie, après avoir obtenu l'aide de l'armée roumaine, après avoir donné à la Roumanie sa parole d'honneur qu'elle respecterait son intégrité territoriale, a pu lui arracher une partie de son territoire, à savoir la Bessarabie, sans soulever de sa part la moindre protestation, la moindre explosion de sentiment national. C'est cette carence qu'on doit constater, à l'occasion de l'anniversaire de l'annexion de la Bessarabie.

« Dans un pays où, au lieu de quelques milliers de privilégiés et de six millions d'esclaves, il y aurait une puissante démocratie, liée à la terre non par des contrats agricoles, mais par le droit et par des libertés, – alors, c'est de chaque ville, de chaque village, de chaque hameau, de chaque chaumière que surgiraient des protestations véhémentes contre le rapt de la Bessarabie. »¹³

On donne encore l'extrait suivant d'un discours que j'ai prononcé la même année, à Braïla, dans un meeting ouvrier auquel assistèrent, de l'aveu de la presse libérale, 8.000 prolétaires :

« Dans quelques jours, on vous invitera à protester contre un fait misérable : le rapt de la Bessarabie. A cette occasion, il faut que vous posiez le problème dans toute son ampleur, il faut que vous demandiez où sont les coupables. Ne vous contentez pas de protestations platoniques, mais cherchez les auteurs. Le premier coupable est l'Empire qui a conquis et subjugué tant de peuples, mais il y a encore une autre responsabilité, qu'on cherche à cacher celle-là – je parle de la responsabilité de l'oligarchie roumaine qui a tenu le peuple de ce pays dans l'esclavage, qui l'a écarté de tous droits, droit de réunion, droit de presse. J'attends le salut de la Bessarabie de la révolution faite par le peuple russe. »

Tels sont les deux passages de mes articles et discours qu'on a cru pouvoir opposer à la campagne que j'ai menée depuis, avec les autres représentants de la Russie des Soviets, pour que la population de la Bessarabie soit appelée à déterminer son propre sort.

La moindre probité aurait dû faire comprendre aux tenants de la thèse roumaine qu'entre mes idées de 1912 et mon attitude d'aujourd'hui, il n'y a pas ombre de contradiction, mais au contraire continuité absolue. Est-ce qu'un seul instant, les bolcheviks russes ont songé à justifier la politique du tsarisme dans le passé? Non, nous ne perdions et ne perdons aujourd'hui encore aucune occasion de la dénoncer, et c'est la révolution prolétarienne de 1917 qui précisément a libéré nationalement des dizaines de millions d'hommes.

Nos adversaires raisonnent ainsi : puisque la Bessarabie a été enlevée en 1812 par le tsarisme à l'empire turc, ou plus exactement à la Moldavie, qui faisait partie de l'empire turc, elle ne peut que revenir automatiquement à la Roumanie dès que le tsarisme est tombé. Ainsi toute l'histoire de

13 Les contrats agricoles – qui subsistent encore en partie – rappelaient la plus odieuse féodalité médiévale. Ils prévoyaient des prestations en nature, ainsi que des corvées personnelles, qui attachaient le paysan à la glèbe. De plus – et tout invraisemblable que cela paraisse, c'est l'absolue vérité – l'hectare variait de contenance selon l'intérêt du propriétaire : l'hectare de terre concédé au métayer était deux fois plus petit que celui que ledit métayer s'engageait à cultiver pour le compte du propriétaire... Il est difficile de pousser l'exploitation de l'homme par l'homme à un plus haut degré de raffinement ! (Note C.R.)

l'humanité se transforme en une sorte de comptabilité ethnographique, sans tenir compte ni des intérêts, ni des sentiments, ni de la volonté des peuples. Ceci n'est pas, ceci n'a jamais été notre point de vue.

Avant comme après 1912, autrefois comme aujourd'hui, mon point de vue, le point de vue de mon parti, s'est exprimé ainsi : Nous sommes contre toute annexion par la force ; nous sommes pour la libre expression de la volonté des peuples.

Comment, après avoir proclamé que la Bessarabie ne serait libérée que par la lutte commune des paysans bessarabiens et des paysans du reste de Bessarabie aurait pour dernier terme son asservissement à l'oligarchie roumaine l'empire des tsars et ne pourrait disposer d'elle-même qu'à la suite de la révolution russe, comment en serais-je arrivé à considérer que l'émancipation de la [...] ¹⁴ dénoncée par moi depuis toujours comme un régime d'esclavage politique et d'exploitation économique sans précédent dans l'histoire ?

Par quelle ironie peut-on prétendre que moi, socialiste, j'aurais admis en 1912 que la révolution russe, après avoir libéré la Bessarabie de la tyrannie et de l'exploitation des *pomechtiks* et de l'oligarchie tsariste, pourrait la laisser retomber ensuite sous un joug aussi abject que l'ancien, celui des boyards roumains ?

Contre cette interprétation falsificatrice, chacune de mes paroles protestait. La question de la Bessarabie n'était posée par moi et par mon parti que pour faire comprendre aux masses ouvrières de Roumanie le prodige de duplicité par lequel l'oligarchie roumaine qui, dans des solennités de parade, protestait contre la ré-annexion de la Bessarabie par la Russie, et qui, en même temps, appliquait chez elle le régime tsariste, cherchait, par sa politique extérieure, à se concilier la Russie tsariste. D'ailleurs, dans ce même discours et ces mêmes articles, je donnais ce mot d'ordre emprunté au programme socialiste : renversement du régime des boyards et de la monarchie roumaine, avènement de la Fédération Républicaine démocratique des Balkans.

Ce qui en 1912 n'était qu'une anticipation, en 1917 devint un fait. La Révolution russe a brisé les chaînes du tsarisme et libéré les peuples, mais elle a encore un autre devoir à remplir : c'est d'empêcher que d'autres mains n'enchaînent à nouveau les peuples qu'elle a libérés. C'est précisément le cas de la Bessarabie devenue libre par les efforts des masses laborieuses et retombée dans l'esclavage grâce aux embûches du Gouvernement roumain.

Je fais mon *mea culpa* sur un point, un seul : le caractère ethnographique de la Bessarabie du sud. Je considérais, en 1912, comme un fait établi par les publicistes roumains, que la Bessarabie du sud était en majorité moldave, ce qui était inexact. J'ignorais alors, n'ayant connu les statistiques qu'après coup, que dans la Bessarabie du sud, celle qui a été ré-annexée en 1878 à la Russie, l'immense majorité de la population était slave, c'est-à-dire russe, ukrainienne ou bulgare. Mais à mon avis, ce n'est là que détail secondaire, et je n'aurais pas cessé de protester contre l'annexion par la Russie, même si la totalité de la population eut été non seulement slave, mais purement russe : car, pour moi, ce n'est pas le caractère ethnographique qui détermine l'appartenance de telle ou telle province, mais la volonté de sa population.

Mon attitude m'était dictée aussi par des considérations de politique internationale socialiste. Le mot d'ordre des partis socialistes, y compris le parti social-démocrate russe, c'était l'isolement politique et diplomatique du Gouvernement tsariste, tant dans l'intérêt du mouvement ouvrier socialiste international que dans l'intérêt du mouvement révolutionnaire russe lui-même. Tous nos camarades russes et particulièrement [Georges Plékhanov](#), le fondateur du Parti social-démocrate ouvrier – auquel je dois personnellement beaucoup de mon éducation socialiste – nous répétaient avec raison : Il faut mettre le tsarisme au ban du monde civilisé.

14 Plusieurs phrases manquent manifestement dans l'original.

Je n'en étais pas moins convaincu que le piètre régime roumain, qui ne vivait que des miettes tombées de la table du tsar, n'était nullement en mesure d'être opposé au tsarisme : à preuve l'attitude abjecte de la clique gouvernementale roumaine, en 1913, lorsqu'elle se fit en même temps l'instrument de ses convoitises territoriales et des suggestions de la diplomatie russe, en attaquant dans le dos la Bulgarie et en lui enlevant, sans tirer un coup de fusil, un nouveau lambeau de territoire.

Le hasard a voulu que, pendant douze années de ma vie, de 1904 à 1916, j'aie pris une part active dans la lutte des ouvriers et des paysans roumains contre les boyards.

J'ai donc eu l'occasion de connaître à quel état de misère ce régime avait réduit la classe paysanne roumaine. En qualité de membre du Comité exécutif du Parti social-démocrate roumain, j'eus à écrire en 1906, à l'occasion du jubilé du roi Carol, une brochure intitulée : *Quarante ans de misère, d'esclavage et de honte*.

Dans cette espèce de manifeste, qui a eu plusieurs éditions et dont le retentissement a été considérable, je décrivais le sort des classes laborieuses des villes et des campagnes sous le règne du « *roi-hobereau, patron et usurier* ». Je démontrerais par des chiffres que 4.000 propriétaires avaient réduit les paysans à l'état des troglodytes de l'âge de la pierre – et cela au sens propre du mot. En effet je dénonçais l'existence d'une population de 300.000 paysans qui vivaient dans 60.000 *bordeïs*, c'est-à-dire dans des trous creusés sous terre. Le reste de la population paysanne habitait, en majorité, dans des huttes. Dans le pays, où les paysans donnant tout le blé aux boyards ne mangeaient que du maïs, il y avait 300.000 cas de pellagre et 30.000 cas d'idiotie, dont la cause était due à une alimentation insuffisante et nocive. Certes ce n'étaient pas là des vérités agréables à entendre à une époque où une exposition organisée dans la capitale de la Roumanie jetait de la poudre aux yeux de l'étranger et du peuple roumain lui-même.

Ce qui a toujours caractérisé les boyards et les *tchokoïs* (c'est-à-dire les boyards de fraîche souche, les parvenus), c'est l'hypocrisie. Ces gens qui, dans leur pays, réduisaient le peuple au sort des *fellahs* du temps des Pharaons, se targuent, à l'étranger, de leurs idées « avancées » et de leurs sentiments « humanitaires ».

Dans sa polémique avec moi, M. Titulesco objecte que tout cela, c'est le « passé » et que, depuis la guerre, tout a changé grâce aux réformes : loi agraire et suffrage universel. Je ne veux pas discuter ces « réformes ». Je ne veux pas démontrer que, sans la révolution russe, on les attendrait longtemps encore, car on sait, et je tiens à le souligner, qu'à la tête des affaires de la Roumanie, sont aujourd'hui restés les mêmes hommes qu'autrefois. Les concessions qu'ils ont dû faire, sous la pression des événements russes, maintenant que la vague révolutionnaire est en décroissance, ils les reprennent une à une. Et cette évolution régressive, c'est, je puis l'affirmer, toute l'histoire de la politique intérieure de la Roumanie pendant ces dernières dix années.

Que les diplomates roumains veuillent bien maintenant reconnaître qu'en 1912, j'avais été bon prophète en annonçant que la Bessarabie serait émancipée par la révolution russe. Seulement à ces prophéties s'en ajoutaient d'autres qu'ils « oublient ». En 1906, dans mes *Quarante ans de misère, d'esclavage et de honte*, je prophétisais, que ces paysans qu'on faisait défiler en masse devant la tribune officielle où trônait le petit César danubien, rejeton des Hohenzollern, auraient le sort des esclaves de la Rome antique qui défilaient devant la tribune impériale avant d'être jetés aux bêtes. Or, moins d'un an après, en mars 1907, éclatait la révolte des paysans, sorte de jacquerie dont la répression fit 11.000 victimes. Aux révoltés armés de haches et de faux, le gouvernement libéral répondit à coups de mitrailleuses et de canons. Mais ici encore je refuse à passer pour un prophète, car il suffisait d'avoir lu l'histoire roumaine pour savoir que les révoltes paysannes y sont un phénomène périodique.

Voilà donc ma réponse à votre première question.

Vous m'en posez une seconde : Quel est votre avis, me demandez-vous, sur cet assortiment de droits historiques, ethnographiques et autres dont des historiens complaisants font si grand étalage, en Roumanie et surtout à l'étranger ?

Cet étalage de pseudo-science n'a pour but que d'abuser l'opinion publique. Mon avis, c'est qu'il n'y a là que des radotages, sans la moindre valeur ni scientifique ni politique.

Parler de « droits historiques » sur une province comme la Bessarabie où se sont succédées à travers les siècles les races les plus hétérogènes, où, d'après les historiens, le fond de la population est slave, slave comme en Moldavie et même comme en Valachie et où l'élément roumain, aujourd'hui encore, ne constitue pas même la majorité, c'est absurde.

Parler de « droits historiques », quand la Roumanie n'existe politiquement que depuis cinq ou six décades, et que même les anciens « voïvodes » moldaves n'ont jamais possédé qu'un morceau de la Bessarabie centrale ; parler de « droits historiques » sur un pays qui, lorsqu'il fut annexé par la Russie avait 200.000 habitants, alors que lorsqu'il fut ré-annexé à la Roumanie, un siècle après, il en possédait près de trois millions, c'est tout simplement comique.

D'autre part, à considérer les intérêts économiques de la Bessarabie, il faut bien reconnaître que ces intérêts la lient étroitement à l'Ukraine, car le grand port par où s'écoulaient ses produits, c'était Odessa ; détachée de ce port, la Bessarabie dépérit et se meurt. Je sais que si les politiciens roumains aiment tant à porter la discussion sur le terrain des arguties ethnographiques, anthropologiques et autres, c'est pour éviter la seule discussion sérieuse, celle qui porte sur les sentiments et la volonté de la population bessarabienne. Le seul argument, à notre avis, péremptoire et la meilleure preuve que nous avons raison, c'est le refus systématique qu'oppose le Gouvernement roumain à la consultation de la population bessarabienne, à l'organisation d'un plébiscite d'impartialité et de probité.

Vous me posez une troisième question :

— Est-il vrai qu'un homme politique roumain ait exprimé l'avis que le Gouvernement de Bucarest ne peut accepter le plébiscite parce que, si on appliquait ce plébiscite à la Roumanie elle-même, aux anciennes Principautés, et non pas seulement à la Bessarabie, la majorité de la population voterait, elle aussi, pour son rattachement à l'Union des Soviets ?

— Eh bien, oui, ce propos a été tenu, et à moi-même. À coup sûr il n'a pas une valeur absolue, mais, dans une certaine mesure, il exprime la sympathie profonde qui pousse les masses ouvrières et paysannes de la Moldavie et de la Valachie vers la Russie soviétique.

D'un côté, il y a le souvenir des nombreuses guerres que le tsarisme a faites dans les Balkans et qui, bien qu'elles eussent été entreprises dans l'intérêt du tsarisme, ont eu pour effet d'arracher peu à peu la Moldavie et la Valachie au joug turc et d'améliorer les conditions de vie des paysans moldo-valaques.

La première loi qui ait protégé les paysans contre l'avidité et la cupidité de leurs boyards, n'a-t-elle pas été l'œuvre d'un général russe, Kisseleff ? Le tsarisme, qui se faisait le soutien des hobereaux en Russie, cherchait, dans les pays du Danube, à gagner les masses laborieuses aux dépens de leurs maîtres ou du pouvoir des Sultans.

Vous me posez une quatrième et dernière question : savoir, ce que je pense de l'aspect diplomatique actuel de la question de Bessarabie et des perspectives d'une solution satisfaisante pour la population bessarabienne.

Je dois reconnaître que la Roumanie a su, profitant des circonstances, se procurer dans le monde des appuis précieux, tels ceux de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, de même qu'elle avait obtenu en 1918 celui du gouvernement allemand. Elle a consolidé par suite sa mainmise sur la Bessarabie. Mais

tout le monde, et la Roumanie la première, sait la valeur des traités et des accords ! Je dis la Roumanie la première, parce qu'il n'y a pas un pays qui ait renié sa signature plus qu'elle ne l'a fait. L'histoire de ses alliances et de ses traités est assez connue ; elle les a répudiés toutes les fois que son intérêt le lui commandait, y compris le traité conclu à Odessa, en mars 1918 ¹⁵ avec le gouvernement des Soviets, traité par lequel le président du Conseil de cette époque, le général Averesco, s'obligeait à évacuer la Bessarabie dans les deux mois. Il est vrai qu'à cause de ce traité, M. Averesco a été attaqué plus tard par le gouvernement Marghiloman¹⁶ qui lui avait succédé. Le ministre des Affaires étrangères de ce gouvernement germanophile, M. Arion, a même accusé en plein Parlement Averesco d'avoir signé ce traité parce qu'avec tous les autres politiciens roumains, y compris M. Bratiano, il avait peur de la Russie – laquelle d'après Arion, était frappée à mort.

Certes la Russie tsariste n'existe plus, mais non pas grâce à ceux qui maintenant l'attaquent rétrospectivement ; elle n'existe plus grâce au peuple russe lui-même. Mais à sa place une autre Russie, la Russie soviétique, est apparue, d'autant plus forte que ses revendications ne sont plus basées sur le droit de conquête ou sur de pseudo « droits historiques », mais sur les sympathies agissantes du peuple bessarabien.

Et quand vous me demandez quelles sont les perspectives de la question de Bessarabie, je vous réponds :

— Tant que la Bessarabie gardera son esprit d'indépendance et sa haine de l'oligarchie roumaine, l'espoir de l'affranchir restera entier. Mais les moyens par quoi le Gouvernement des Soviets fait valoir les revendications de la Bessarabie sont tout autres que ceux qu'employait le Gouvernement tsariste. Nous avons évité la guerre avec la Roumanie, en dépit de circonstances favorables qui eussent enlevé à une action militaire tous ses risques pour nous. Vous savez qu'à la fin de 1920, la guerre avec la Pologne étant terminée et le dernier nid de chouannerie russe ayant été détruit en Crimée avec [Wrangel](#), nous avons, rien qu'en Ukraine, plus d'un million de soldats rouges sur pied de guerre, qui auraient aimé régler leur compte avec les boyards roumains avant de réintégrer leurs foyers. À ce moment, il n'existait aucune alliance entre la Roumanie et la Pologne. Entrer en Bessarabie, la nettoyer de l'armée et de l'administration roumaines eût été facile : une simple opération de police.

Je dis opération de police et non pas guerre, parce qu'au point de vue du droit international, la Roumanie ne possède aucun titre légal sur la Bessarabie. Aucun titre ne sera légal tant qu'il y manquera la signature de l'Union des Soviets. Si nous nous sommes refusés à cette opération, c'est que nous ne voulons pas faire payer de son sang au peuple roumain le crime de son gouvernement. D'ailleurs ce sont d'autres facteurs – des facteurs politiques et sociaux – qui résoudront certainement un jour ce problème, avec tant d'autres.

Fidèle à son esprit pacifique, le Gouvernement des Soviets continuera vis-à-vis de la Roumanie la politique qu'il a suivie jusqu'à présent : il dénierait tout caractère légal à l'annexion de la Bessarabie et demanderait sans se lasser que la population bessarabienne soit réintégrée dans ses droits.

En attendant, les Bessarabiens et leurs amis, ainsi que les amis de la paix, doivent faire connaître au monde entier la vérité sur la Bessarabie. C'est ce que vous avez fait pour votre part. Vous ne sauriez en être trop félicités.

Moscou, le 27 février 1927

C. RAKOVSKY

15 Il s'agit de l'accord signé le 5 mars 1918 à Jassy par Rakovsky au nom du « Collège suprême autonome russo-roumain sur les affaires de Roumanie et de Bessarabie » (constitué le 15 janvier 1918 par le Conseil des Commissaires du peuple de la Russie soviétique).

16 Marghiloman, Alexandru (1854-1925) homme d'État roumain, président du Conseil des ministres du royaume de Roumanie en 1918.